

Questionnaire connaissance client

Document à compléter et à renvoyer avec votre dossier de souscription/adhésion à LUCYA

Voici le Questionnaire Connaissance Client de LUCYA. Celui-ci est composé de plusieurs pages qui visent à vous informer sur notre société mais aussi à recueillir des informations pour mieux vous connaître et mieux appréhender votre projet patrimonial. Ainsi, nous pouvons nous assurer que les contrats que nous vous proposerons de souscrire et les supports d'investissement choisis correspondent bien à vos connaissances et à votre expérience en matière d'investissement, ainsi qu'à votre situation financière et votre capacité à subir des pertes, et à vos objectifs patrimoniaux, y compris leur tolérance au risque.

Ce Questionnaire Connaissance Client permet ainsi à LUCYA de vous accompagner dans votre démarche patrimoniale : il est important que vous nous communiquiez avec précision et sincérité l'ensemble des informations nous permettant de vous proposer un conseil adapté. Cette diligence est effectuée dans votre intérêt et la fourniture d'informations complètes et sincères est une condition nécessaire pour vous faire bénéficier d'un service de qualité. [Ce questionnaire est donc établi dans votre intérêt.](#)

Si votre situation (ou celle de votre foyer) évolue ou que vous souhaitez nous faire part d'informations complémentaires que vous estimez susceptibles d'affecter votre situation personnelle, nous vous invitons à nous contacter.

Si l'une des questions qui vous a été soumise vous a semblé équivoque ou imprécise, nos conseillers vous apporteront les précisions nécessaires afin d'y répondre de la manière la plus complète possible. Plus généralement, nous vous invitons à nous informer, tout au long de votre investissement, des modifications affectant votre situation personnelle.

Toute incohérence entre les réponses apportées ci-après nous conduira à vous les signaler afin de clairement identifier vos objectifs et vos besoins.

BESOIN D'INFORMATIONS ? D'UN ACCOMPAGNEMENT ?

Nos conseillers sont à votre disposition par mail ou par téléphone pour vous aider dans votre démarche de souscription.

Sur rendez-vous, nous pouvons également vous accueillir dans nos bureaux parisiens.

Du lundi au vendredi de 9h00 à 18h30, sans interruption

13 rue d'Uzès, 75002 Paris

01 44 76 87 60

(du lundi au vendredi de 9h00 à 18h30)*

*Prix d'un appel local non surtaxé

www.lucya.com

INFORMATION CONCERNANT LE SOUSCRIPTEUR / ADHÉRENT

Identité

Veillez renseigner ci-après les informations personnelles du futur détenteur du contrat, y compris s'il est mineur. En présence d'un souscripteur / adhérent mineur ou d'un majeur placé sous un régime de protection juridique, veuillez aussi obligatoirement remplir l'annexe 1, située à la fin de ce document, concernant l'identification des représentants légaux.

Civilité : Madame Monsieur

Nom d'usage Nom de naissance

Prénom(s)

Date de naissance Nationalité

Statut / Protection juridique

Majeur : Capable* Sous protection juridique (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice)

*Une personne capable dispose, juridiquement, de toutes ses capacités (physiques et mentales), et peut exercer ses droits et obligations.

Mineur : Sous administration légale* Émancipé Sous tutelle

*Un mineur est sous administration légale lorsque l'autorité parentale est assurée par ses deux parents ou l'un d'entre eux (en cas de veuvage par exemple).

IMPORTANT

Dans le cadre d'une co-souscription / co-adhésion, votre conjoint doit remplir l'annexe 2 située à la fin de ce document.

Coordonnées

Email Téléphone fixe Téléphone mobile

Adresse fiscale*

*Votre adresse fiscale est déterminée par la loi à partir de critères (lieu du foyer, lieu de vos intérêts économiques...). C'est ainsi celle où vous vous acquittez de vos obligations fiscales.

Adresse postale*
(si différente de votre adresse fiscale)

*L'adresse postale correspond à l'adresse où vous souhaitez recevoir votre courrier.

Obligations fiscales / Votre résidence fiscale (hors États-Unis d'Amérique) : Dans le cadre de la réglementation fiscale EAI (pour Échange Automatisé d'Informations), il est nécessaire d'identifier la liste des pays dans lesquels vous êtes considéré(e) comme résident(e) fiscal(e). À cet effet, merci de nous indiquer les pays / juridictions concernés, y compris la France.

Pays / Juridiction	Numéro d'Identification Fiscale (NIF)*

*Si le Pays/Juridiction est la France, la fourniture du NIF n'est pas obligatoire. Pour la France, le NIF est composé de 13 chiffres, et est propre à chaque déclarant. Pour connaître votre numéro, vous devez vous reporter à votre dernier avis d'imposition (sur le revenu, taxe d'habitation ou taxe foncière) au niveau du bloc « Vos références » et du champ « Numéro fiscal ». Pour les mineurs, veuillez indiquer les NIF des deux parents.

Réglementation FATCA

Avez-vous la nationalité américaine ? Oui** Non

Êtes-vous considéré(e) comme résident(e) à des fins fiscales aux États-Unis d'Amérique (ex : détention de la green card) ? Oui** Non

**Si oui, merci de nous communiquer l'un de vos trois numéros d'identification américains (Sécurité Sociale (SSN), identification employeur (EIN), identification fiscale (ITIN)) :

N° :

J'ai connaissance qu'une réponse positive entraîne une déclaration auprès de l'administration fiscale américaine au titre des obligations qui incombent aux établissements financiers au regard de la réglementation FATCA. Tout changement de situation pouvant entraîner une évolution de mon statut, au regard de la réglementation FATCA, doit être communiquée dans les plus brefs délais.

INFORMATIONS CONCERNANT LE SOUSCRIPTEUR / ADHÉRENT

Êtes-vous une Personne Politiquement Exposée (PPE) ?

Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante* pour le compte d'un état, y compris de l'état français ? Oui Non

Si oui : Fonction exercée Date de cessation
*Exemples de PPE : chef d'état, chef du gouvernement, membre de l'organe dirigeant d'un parti, membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle, ambassadeur, membre d'un organe d'administration d'une entreprise publique...

Êtes-vous étroitement lié(e)* à une PPE (famille...) ? Oui Non

Si oui : Fonction exercée Lien avec cette personne
*Le conjoint ou le concubin notoire ; le partenaire de Pacs ; les enfants, ainsi que leur conjoint ou leur partenaire de Pacs.

DÉTERMINATION DE VOTRE PROFIL INVESTISSEUR

C'est quoi le profil investisseur ?

Le profil investisseur est une série de questions sur notamment vos revenus, votre patrimoine, vos expériences et connaissances financières, et aussi votre sensibilité face à un risque de perte en capital.

Chaque réponse fournie rapporte des points. Le profil investisseur est déterminé en additionnant tous les points accumulés.

Les objectifs du profil investisseur

Le profil investisseur permet de vous accompagner dans le choix et la répartition de vos supports d'investissements (fonds en euros et supports en unités de compte). Il vous indique la composition appropriée de votre contrat.

Confronté aux autres informations portées à notre connaissance, votre profil investisseur permet à LUCYA de vous fournir un conseil approprié à votre situation personnelle et à vos besoins.

Ainsi la détermination de votre profil investisseur revêt un caractère important et s'inscrit dans votre intérêt.

Les profils investisseurs de LUCYA

Chez LUCYA, il existe 3 profils investisseurs qui sont adossés au contrat : « Modéré », « équilibré » et « Dynamique ». Ceux-ci peuvent être représentés de la façon suivante :



Pour une présentation plus complète, veuillez vous reporter au document intitulé «Rapport de conseil - Les profils investisseurs de LUCYA» qui accompagne votre dossier de souscription.

Bon à savoir

Si le détenteur du contrat est mineur, le formulaire du profil investisseur ci-après doit être rempli au niveau du foyer. En présence d'une adhésion / souscription conjointe, il convient de remplir un seul profil investisseur en tenant compte de la situation globale du couple.

Situation professionnelle

Statut : Salarié(e) (4pts) Travailleur Non Salarié (TNS) (3pts) Demandeur d'emploi (-2pts) Retraité(e) (0pt)
 Élève / Apprenti(e) / Étudiant(e) (0pt) Autre (0pt)

Intitulé de la profession (ou de la dernière profession)

Année prévisionnelle de départ à la retraite

Pour les personnes retraitées, veuillez reporter la date de départ à la retraite. Moins de 2 ans (-2pts)
 Entre 2 et 5 ans (2pts)
 Plus de 5 ans (6pts)
 Déjà retraité(e) (-2pts)

Situation familiale

Situation familiale : Célibataire (3pts) Union libre (4pts)
 Pacsé(e) (4pts) Marié(e) (4pts)
 Divorcé(e) (0pt) Veuf(ve) (0pt)

Si vous êtes marié(e), veuillez cocher votre régime matrimonial :
Si vous êtes marié(e) sans contrat de mariage après le 1^{er} février 1966,
veuillez cocher « Régime légal / Communauté réduite aux acquêts ».

- Régime légal / Communauté réduite aux acquêts
- Séparation de bien
- Participation aux acquêts
- Communauté universelle
- Communauté de meubles et acquêts

Nombre d'enfants

Veuillez les identifier :

Nom	Prénom	Date de naissance	Enfant à charge*
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non

*D'un point de vue fiscal, les personnes à charge sont des personnes, autre que le contribuable et son conjoint, qui sont rattachées au foyer fiscal.
Si vous avez d'autres personnes rattachées à votre foyer fiscal (parent, frère, sœur...), veuillez les identifier :

Nom	Prénom	Lien familial

Nombre total de personnes rattachées au foyer fiscal : 0(6pts) 1(5pts) 2(4pts) 3(0pt) Plus de 3(-2pts)

Informations patrimoniales

Les valeurs doivent être déterminées au niveau du foyer si le souscripteur / adhérent est mineur.

Vos revenus et dépenses

Quels sont vos revenus annuels bruts (ou ceux du foyer dans le cadre d'un couple) ?

- Moins de 25 000 €(0pt)
- De 25 000 € à 50 000 €(1pt)
- De 50 000 € et 75 000 €(2pts)
- De 75 000 € à 100 000 €(3pts)
- De 100 000 € à 150 000 €(4pts)
- De 150 000 € à 300 000 €(5pts)
- Plus de 300 000 €(5pts)

Quelle est la source de ces revenus ?	%
Revenus professionnels	
Revenus financiers	
Revenus immobiliers	
BNC, BIC, BA	
Retraite	
Autres revenus	
TOTAL	



Quelle part de vos revenus consacrez-vous à vos dépenses régulières (loyer, remboursement d'emprunts, dépenses courantes telles que l'alimentation, les frais de scolarité, les fournisseurs d'énergie...)?

Cochez la case correspondant à votre situation		Points
Plus de 75 %	<input type="checkbox"/>	0pt
De 50 à 75 %	<input type="checkbox"/>	1pt
De 25 à 50 %	<input type="checkbox"/>	2pts
Moins de 25 %	<input type="checkbox"/>	3pts

Informations patrimoniales

Votre épargne

Quelle est votre capacité d'épargne annuelle ?

- Moins de 5 000 € (0pt) De 5 000 € à 10 000 € (2pts) De 10 000 € et 20 000 € (4pts) Plus de 20 000 € (6pts)

Envisagez-vous de réaliser une dépense dans les 18 prochains mois vous imposant de récupérer une partie substantielle de votre investissement ? Oui (0pt) Non (2pts)

Si oui, quel est le montant de cette dépense ? €

- Moins de 5 000 € De 5 000 € à 10 000 € De 10 000 € et 20 000 € Plus de 20 000 €

Votre patrimoine (ou celui du foyer si vous êtes en couple)

À combien estimez-vous votre épargne de précaution* ?

- Moins de 10 000 € (0pt) De 10 000 € à 30 000 € (1pt) De 30 000 € et 50 000 € (2pts) Plus de 50 000 € (3pts)

*Épargne constituée au fil de l'eau pour faire face notamment à des imprévus (ex : compte chèque, Livret A, LDDS, autres livrets).

À combien estimez-vous votre patrimoine financier hors épargne de précaution (ex : PEA, compte titres, assurance vie, actions non cotées...) ?

- Moins de 50 000 € (0pt) De 50 000 € à 100 000 € (1pt) De 100 000 € et 200 000 € (2pts)
 Plus de 200 000 € à 500 000€ (3pts) De 500 000 € à 1 000 000 € (4pts) Plus de 1 000 000 € (4pts)

À combien estimez-vous votre patrimoine immobilier hors emprunt (résidence principale, résidence secondaire, SCPI, SCI...) ?

- Aucun (0pt) Moins de 200 000 € (1pt) De 200 000 € à 500 000 € (2pts) De 500 000 € et 1 000 000 € (3pts)
 Plus de 1 000 000 € (3pts)

Avez-vous des emprunts immobiliers en cours ? Oui (0pt) Non (2pts)

Si oui, quel est le montant restant dû ? Moins de 200 000 € De 200 000 € à 500 000 € Plus de 500 000 €

Quel est le patrimoine total du foyer ? €

Quelle est l'origine du patrimoine du foyer ?

- Épargne /Revenus Cession d'actif(s) immobilier(s) Cession d'actif(s) professionnel(s)
 Succession /donation Cession d'actif(s) mobilier(s) Gains au jeu

Quelle est la répartition du patrimoine du foyer ?

- Immobilier %
 Portefeuille de valeurs mobilières (ex: actions et obligations détenues dans un compte-titre ou un PEA) %
 Placements bancaires (ex: livrets d'épargne) %
 Contrats d'assurance vie / capitalisation %
 Autre %

Votre projet d'investissement

Versement initial – Dans le cadre de votre adhésion / souscription chez LUCYA, quel est le montant du versement initial que vous envisagez de réaliser ? €

Versements programmés – Si vous souhaitez mettre en place des versements programmés :
Quelle serait la périodicité ? Mensuelle Trimestrielle Semestrielle Annuelle

Pour quel montant ? €

Que représente cet investissement par rapport à votre patrimoine total ?

- Plus de 75 % (0pt) De 50 à 75 % (1pt) De 25 à 50 % (3pts) Moins de 25 % (5pts)

Important

Il est recommandé de diversifier ses placements et de garder des liquidités disponibles à tout moment pour faire face à une dépense imprévue.

Quel est l'objectif principal de cet investissement ? <i>Vous ne pouvez cocher qu'une seule case.</i>	Objectif principal	Points
Vous assurer des revenus immédiats		0pt
Vous constituer une réserve d'argent disponible		1pt
Préparer votre retraite		2pts
Vous constituer un capital à long terme		3pts
Transmettre un capital à votre décès		3pts

Avez-vous des objectifs secondaires dans le cadre de cet investissement ? <i>Si oui, vous pouvez cocher une ou plusieurs cases.</i>	Objectifs secondaires
Vous assurer des revenus immédiats	
Vous constituer une réserve d'argent disponible	
Préparer votre retraite	
Vous constituer un capital à long terme	
Transmettre un capital à votre décès	

Quelle est la durée d'investissement envisagée* ?

*Pendant combien de temps estimez-vous ne pas avoir besoin de l'argent que vous allez investir ?

- Moins de 2 ans (0pt) De 2 à 5 ans (1pt) De 5 à 8 ans (2pts) Plus de 8 ans (4pts)

Votre projet d'investissement - suite

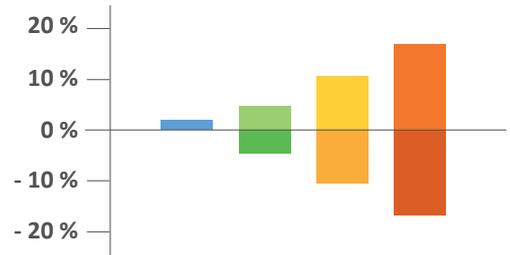
Important

Veillez vous assurer que l'horizon de placement soit cohérent avec l'objectif de votre contrat.

Quelles variations pouvez-vous accepter concernant l'investissement que vous souhaitez réaliser ?

- Portefeuille A (la performance peut être négative en termes réel si l'inflation est supérieure à la performance enregistrée) (0pt)
- Portefeuille B (6pts)
- Portefeuille C (12pts)
- Portefeuille D (24pts)

Performances de 4 portefeuilles



Exemple de lecture : le portefeuille C (couleur jaune), affiche une amplitude de performance ou de perte de -10 % à +10 %

AVERTISSEMENT

Les supports en unités de compte présentent un risque de perte en capital partielle ou totale. Sachant que les supports d'investissement affichant un potentiel de performance élevé présentent un risque de perte en capital élevé.

Si la valeur de votre investissement subissait une baisse plus importante qu'envisagée, quelle serait votre première réaction ?

- Je récupérerais mon investissement : je veux pouvoir dormir tranquille (0pt)
- Je ne serais pas satisfait(e) : j'attendrais un peu et si la situation ne s'améliorait pas, je m'en séparerais (6pts)
- Cela ne me poserait pas de problème : les marchés sont imprévisibles (12pts)
- Je penserais à augmenter mon investissement : cela pourrait être une opportunité ! (24pts)

Votre expérience financière et vos connaissances

Quelles sont vos connaissances et votre expérience dans les produits financiers ?

	Je connais les principales caractéristiques et les risques associés	J'ai déjà investi au cours des trois dernières années
Fonds en euros	<input type="radio"/> 1pt	<input type="radio"/> 1pt
Actions ou obligations	<input type="radio"/> 1pt	<input type="radio"/> 3pts
OPCVM (fonds actions, fonds obligataires, fonds mixtes)	<input type="radio"/> 1pt	<input type="radio"/> 3pts
Supports immobiliers (SCPI, OPCI, SCI)	<input type="radio"/> 1pt	<input type="radio"/> 2pts
Trackers/ETF (fonds indiciels)	<input type="radio"/> 1pt	<input type="radio"/> 3pts
Produits structurés (EMTN, fonds à formule...)	<input type="radio"/> 1pt	<input type="radio"/> 4pts
Aucun	<input type="radio"/> 0pt	<input type="radio"/> 0pt
Score	.../ 6	.../ 16
SCORE TOTAL À PRENDRE EN COMPTE POUR DÉTERMINER VOTRE PROFIL INVESTISSEUR		.../ 22

Votre expérience financière et vos connaissances - suite

Si vous avez déjà investi dans un des produits financiers (cf. question précédente), veuillez remplir le tableau suivant :

PERTES	GAINS
Avez-vous déjà subi des pertes ? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	Avez-vous déjà réalisé des gains ? <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
Si oui, de quelle ampleur ? <input type="radio"/> De 0 à -5 % <input type="radio"/> De -6 à -10 % <input type="radio"/> De -11 % à -20 % <input type="radio"/> Supérieure à -20 %	Si oui, de quelle ampleur ? <input type="radio"/> De 0 à +5 % <input type="radio"/> De +6 à +10 % <input type="radio"/> De +11 % à +20 % <input type="radio"/> Supérieure à +20 %
Si oui, quelle a été votre réaction face à ces pertes ? <input type="radio"/> Les pertes étaient trop importantes, j'ai vendu (1pt) <input type="radio"/> J'ai patienté, considérant que les marchés pouvaient remonter, et partant du principe que « tant que je n'ai pas vendu, je n'ai rien perdu » (2pts) <input type="radio"/> J'ai réinvesti, pour profiter de la baisse des marchés ! (3pts)	Si oui, quelle a été votre réaction face ces gains ? <input type="radio"/> J'ai vendu pour récupérer l'intégralité des gains (1pt) <input type="radio"/> J'ai patienté, considérant que les marchés pouvaient continuer de se valoriser (2pts) <input type="radio"/> J'ai réinvesti, les marchés ayant encore du potentiel (3pts)

Si vous avez déjà investi dans un des produits financiers (cf. question précédente), quel mode de gestion avez-vous retenu ?

- En gestion pilotée – Je délègue à des professionnels de la finance la sélection et la gestion des supports d'investissement (2pts)
- En gestion libre – Je sélectionne moi-même les supports, je réalise les investissements et je les gère en toute autonomie (4pts)

Quiz - Vos connaissances financières

Un support en unités de compte (OPCVM, trackers/ETF, SCPI...) présente-t-il un risque de perte en capital ?

- Oui (2pts) Non (0pt)

Plus votre horizon de placement est long, plus la part de votre investissement en unités de compte peut être élevée ?

- Oui (2pts) Non (0pt)

Plus le support en unités de compte affiche un risque élevé, plus l'espérance de rendement est élevée ?

- Oui (2pts) Non (0pt)

Critères ESG

Êtes-vous susceptible d'être intéressé par l'investissement durable, des critères ESG ?

- Oui Non

Si oui, souhaitez-vous que votre conseiller prenne en compte des critères environnementaux ?

- Oui Non

Si oui, souhaitez-vous que votre conseiller prenne en compte des critères sociaux ?

- Oui Non

Si oui, souhaitez-vous que votre conseiller prenne en compte des critères de gouvernance ?

- Oui Non

Êtes-vous prêt à accepter des performances moindres en cas d'investissements ESG ?

- Oui Non

Détermination de votre profil investisseur

Pour connaître votre profil investisseur, veuillez additionner tous les points correspondants à vos réponses de la page 4 à la page 7.

Total des points obtenus

Mon profil investisseur est : Modéré Équilibré Dynamique

Barème de points

De 0 à 52 points => Profil Modéré

De 53 à 90 points => Profil Équilibré

De 91 à 146 points => Profil Dynamique

Validation de votre profil investisseur

Veillez cocher une des deux cases

J'accepte de suivre le profil investisseur conseillé par LUCYA (reportez le nom du profil calculé à la page 7)

J'atteste que le profil de risque théorique de l'allocation décrite précédemment correspond à mes besoins. Je m'engage à informer à LUCYA de tout changement dans mes objectifs d'investissement et de situation qui serait notamment susceptible de modifier mon profil investisseur.

Je ne souhaite pas suivre le profil investisseur et les allocations qui en résultent conseillés par LUCYA.

Je reconnais que la composition du portefeuille que je vais retenir peut être inappropriée à mes objectifs et besoins. L'allocation d'actifs peut ainsi présenter une espérance de rendement plus faible ou un niveau de risque plus important que l'allocation qui m'avait été initialement conseillée. Ainsi, je prends note que les montants investis sur les supports en unités de compte (OPCVM, trackers, SCPI, SCI...) ne sont pas garantis en capital, mais sujets à des fluctuations, à la hausse ou à la baisse, en fonction de l'évolution des marchés financiers et immobiliers.

VALIDATION DU CONTRAT

Vous devez désormais choisir le nom du contrat auquel vous souhaitez souscrire / adhérer. Pour vous aider, vous trouverez en annexe 3 les familles de produits distribuées par LUCYA (assurance vie, PER...) avec pour chacune d'elles, les noms des contrats que nous commercialisons. N'hésitez pas à contacter nos conseillers pour vous aider dans cette démarche.

Le choix de votre contrat

Je souhaite souscrire / adhérer au contrat (renseignez ici le nom du contrat distribué par LUCYA)

Important

Sachez que votre choix de contrat et sa composition seront dans tous les cas soumis au contrôle des équipes de conseillers de LUCYA. Celles-ci vont en effet vérifier la cohérence des réponses que vous nous avez fournies et s'assurer que le contrat choisi et sa composition sont bien appropriés à vos objectifs et vos besoins. Sachez aussi qu'après avoir souscrit / adhéré, vous disposez de la faculté de changer d'avis dans un délai de 30 jours qui court à compter de la date de réception des conditions particulières ou du certificat d'adhésion de votre contrat.

IDENTITÉ DES REPRÉSENTANTS LÉGAUX

Dans quelles situations faut-il remplir cette annexe ?

- ▶ Lorsque le souscripteur / adhérent du contrat est un enfant mineur.
- ▶ Lorsque le souscripteur / adhérent du contrat est une personne majeure placée sous un régime de protection juridique (tutelle, curatelle...).

1^{er} représentant légalCivilité : Madame MonsieurNom d'usage Prénom(s)

Lien avec l'adhérent / souscripteur du contrat

 Parent Famille Autre, précisez :

Coordonnées

E-mail Téléphone fixe Téléphone mobile

Profession

Statut :

 Salarié(e) Travailleur Non Salarié (TNS) Demandeur d'emploi Retraité(e) Élève / Apprenti(e) / Étudiant(e) Autre*Intitulé de la profession (ou de la dernière profession)*2^e représentant légalCivilité : Madame MonsieurNom d'usage Prénom(s)

Lien avec l'adhérent / souscripteur du contrat

 Parent Famille Autre, précisez :

Coordonnées

E-mail Téléphone fixe Téléphone mobile

Profession

Statut :

 Salarié(e) Travailleur Non Salarié (TNS) Demandeur d'emploi Retraité(e) Élève / Apprenti(e) / étudiant(e) Autre*Intitulé de la profession (ou de la dernière profession)*

CO-SOUSCRIPTION / CO-ADHÉSION

C'est quoi au juste la co-souscription / co-adhésion ?

Pour faciliter la transmission d'un capital, un contrat d'assurance vie peut être co-souscrit / co-adhéré par un couple marié. Les conjoints sont alors à la fois co-souscripteurs (co-adhérents) et co-assurés du contrat. Lors de la souscription/adhésion, les époux pourront prévoir un dénouement du contrat au premier ou au second décès (situation plus restrictive qui s'adresse à un couple marié sous le régime de la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale au conjoint survivant, ou à

un régime légal avec clause de préciput désignant le contrat). Le contrat devra être alimenté par des fonds communs du couple.

La co-souscription / co-adhésion implique une gestion commune du contrat. L'accord des deux époux sera alors nécessaire pour effectuer toutes les opérations de gestion du contrat (versements, rachats, arbitrages, désignation du ou des bénéficiaire(s)...).

Identité du co-souscripteur / Co-adhérent

Civilité : Madame Monsieur

Nom d'usage Nom de naissance

Prénom(s)

Date de naissance Nationalité

Statut / Protection juridique

Majeur : Capable* Sous protection juridique (tutelle, curatelle, sauvegarde de justice)

*Une personne capable dispose, juridiquement, de toutes ses capacités (physiques et mentales), et peut exercer ses droits et obligations.

Coordonnées du co-souscripteur / Co-adhérent

Email Téléphone fixe Téléphone mobile

Adresse fiscale*

*Votre adresse fiscale est déterminée par la loi à partir de critères (lieu du foyer, lieu de vos intérêts économiques...). C'est ainsi celle où vous vous acquittez de vos obligations fiscales.

Adresse postale*
(si différente de
votre adresse
fiscale)

*L'adresse postale correspond à l'adresse où vous souhaitez recevoir votre courrier.

Obligations fiscales / Votre résidence fiscale (hors États-Unis d'Amérique) : Dans le cadre de la réglementation fiscale EAI (pour Échange Automatisé d'Informations), il est nécessaire d'identifier la liste des pays dans lesquels vous êtes considéré(e) comme résident(e) fiscal(e). À cet effet, merci de nous indiquer les pays / juridictions concernés, y compris la France.

Pays / Juridiction	Numéro d'Identification Fiscale (NIF)*

*Si le Pays/Juridiction est la France, la fourniture du NIF n'est pas obligatoire. Pour la France, le NIF est composé de 13 chiffres, et est propre à chaque déclarant. Pour connaître votre numéro, vous devez vous reporter à votre dernier avis d'imposition (sur le revenu, taxe d'habitation ou taxe foncière) au niveau du bloc « Vos références » et du champ « Numéro fiscal ». Pour les mineurs, veuillez indiquer les NIF des deux parents.

Réglementation FATCA

Avez-vous la nationalité américaine ? Oui** Non

Êtes-vous considéré(e) comme résident(e) à des fins fiscales aux États-Unis d'Amérique (ex : détention de la green card) ? Oui** Non

**Si oui, merci de nous communiquer l'un de vos trois numéros d'identification américains (Sécurité Sociale (SSN), identification employeur (EIN), identification fiscale (ITIN)) :

N° :

J'ai connaissance qu'une réponse positive entraîne une déclaration auprès de l'administration fiscale américaine au titre des obligations qui incombent aux établissements financiers au regard de la réglementation FATCA. Tout changement de situation pouvant entraîner une évolution de mon statut, au regard de la réglementation FATCA, doit être communiquée dans les plus brefs délais.

Situation familiale du co-souscripteur / Co-adhérentNombre d'enfants

Veuillez identifier uniquement ceux qui ne sont pas communs au couple :

Nom	Prénom	Date de naissance	Enfant à charge*
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
	/...../.....	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non

*D'un point de vue fiscal, les personnes à charge sont des personnes, autre que le contribuable et son conjoint, qui sont rattachées au foyer fiscal.

Situation professionnelle du co-souscripteur / Co-adhérentStatut : Salarié(e) (4pts) Travailleur Non Salarié (TNS) (3pts) Demandeur d'emploi (-2pts) Retraité(e) (0pt)
 Élève / Apprenti(e) / Étudiant(e) (0pt) Autre (0pt)Intitulé de la profession (ou de la dernière profession) Année prévisionnelle de départ à la retraite

Pour les personnes retraitées, veuillez reporter la date de départ à la retraite

Êtes-vous une Personne Politiquement Exposée (PPE) ?Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante* pour le compte d'un état, y compris de l'état français ? Oui NonSi oui : Fonction exercée Date de cessation

*Exemples de PPE : chef d'état, chef du gouvernement, membre de l'organe dirigeant d'un parti, membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle, ambassadeur, membre d'un organe d'administration d'une entreprise publique...

Êtes-vous étroitement lié(e)* à une PPE (famille...) ? Oui NonSi oui : Fonction exercée Lien avec cette personne

*Le conjoint ou le concubin notoire ; le partenaire de Pacs ; les enfants, ainsi que leur conjoint ou leur partenaire de Pacs.

LES CONTRATS DISTRIBUÉS PAR LUCYA

Règles fiscales en vigueur au 01/10/2020

LUCYA distribue 4 grandes familles de contrats (assurance vie, PER...). Pour chacune d'elles vous pouvez prendre connaissance de ses principaux objectifs, de ses points forts et points faibles et du nom des contrats que nous distribuons.

Les contrats d'Assurance vie

Pour épargner en toute liberté dans un cadre fiscal privilégié

Les contrats d'assurance vie ont la particularité d'être souples, accessibles et de répondre à de nombreux objectifs (valoriser une épargne, financer un achat immobilier, percevoir des revenus complémentaires pour sa retraite, protéger le conjoint survivant) tout en bénéficiant d'une fiscalité spécifique et privilégiée.

Les contrats d'assurance vie distribués par LUCYA : LUCYA Cardif (Cardif Assurance Vie), Evolution Vie (Abeille), Puissance Avenir (Suravenir), Puissance Sélection (Generali Vie)

Les points forts	Les points faibles
Vous épargnez à votre rythme	Les prélèvements sociaux sont dus annuellement sur les gains des fonds en euros
Vous pouvez effectuer des retraits à tout moment	La rédaction de la clause bénéficiaire doit être soignée
Vous bénéficiez d'une fiscalité allégée en cas de retraits et lors de votre décès	L'assurance vie ne se transfère pas d'une compagnie d'assurance à une autre

À savoir

Vous pouvez détenir autant de contrats d'assurance vie que vous le souhaitez. Cela peut par exemple vous permettre d'adapter leur stratégie d'investissement à chacun de vos projets (selon la durée restant à courir avant leur réalisation, les objectifs fixés, etc.).

Le Plan d'Épargne Retraite (PER)

Pour défiscaliser tout en préparant sa retraite

Le PER (Plan d'épargne retraite) individuel permet de se constituer un complément de revenus pour sa retraite tout en baissant la pression fiscale durant la vie active.

Les PER distribués par LUCYA : Evolution PER (Abeille), Suravenir PER (Suravenir)

Les points forts	Les points faibles
Aucune contrainte de versement après l'adhésion	Les rachats, même partiels, avant la retraite ne sont possibles que dans certains cas définis par la loi
Déduction des versements sur le revenu imposable dans la limite d'un plafond	Ce type de contrat peut se révéler inapproprié pour les adhérents dont la tranche marginale impactée est inférieure à 30%
Sortie possible en capital au moment du départ à la retraite ou par anticipation en cas d'acquisition de la résidence principale notamment	Une pression fiscale qui peut être importante en cas de sortie en capital en une seule fois lors de la retraite

Important

Il est possible d'associer au compartiment individuel de votre PER les compartiments collectifs ou catégoriels, constitués par l'épargne salariale et d'entreprise. Toutefois, ces compartiments ne peuvent être alimentés que par transfert chez LUCYA.

LES CONTRATS DISTRIBUÉS PAR LUCYA (suite)*Règles fiscales en vigueur au 01/10/2020***Le contrat de Capitalisation**

L'outil d'excellence pour anticiper la transmission de son patrimoine

Le contrat de capitalisation est un outil d'optimisation patrimoniale qui ressemble à bien des égards à l'assurance vie, surtout au niveau de la gestion du contrat et de la fiscalité en cas de rachats. Mais il a la particularité de pouvoir faire l'objet d'une donation du vivant de l'assuré. À défaut, lors de son décès, ce contrat réintègre la succession.

Le contrat de capitalisation distribué par LUCYA : Puissance Avenir Capitalisation (Suravenir)

Les points forts	Les points faibles
Vous épargnez à votre rythme	Les prélèvements sociaux sont dus annuellement sur les gains des fonds en euros
Vous pouvez effectuer des retraits à tout moment	Le contrat de capitalisation ne se transfère pas d'une compagnie d'assurance à une autre
Le contrat de capitalisation peut faire l'objet d'une donation du vivant de l'assuré	Lors du décès de l'assuré, le contrat de capitalisation entre dans l'actif successoral

Important

Le contrat de capitalisation constitue également un bon réceptacle pour le remploi de fonds démembrés (reçus dans le cadre d'un héritage par exemple)

PEA assurance

Pour investir sur les marchés financiers et bénéficier d'un régime fiscal de faveur sur les gains

Moins connu que le PEA bancaire, le PEA assurance (et sa version PEA-PME assurance) est détenu auprès d'une compagnie d'assurance et prend la forme d'un contrat de capitalisation en unités de compte. Celui-ci cumule ainsi les caractéristiques fiscales du PEA et celles du contrat de capitalisation. Il est possible de transférer son PEA bancaire vers un PEA assurance tout en conservant l'antériorité fiscale du PEA.

**Le PEA distribué par LUCYA
Puissance Avenir PEA (Suravenir)**

Les points forts	Les points faibles
Les gains sont exonérés d'impôt sur le revenu dès que le Plan a 5 ans	Impossibilité d'effectuer des retraits partiels avant 5 ans de détention sans clôturer le Plan
Possibilité d'opter pour une sortie en rente viagère qui est exonérée d'impôt sur le revenu lorsque le Plan a plus de 5 ans	Le PEA assurance ne permet pas d'investir dans des actions en direct (l'investissement s'effectue sur les OPCVM éligibles au contrat)
Lors du décès du titulaire d'un PEA assurance, le cadre fiscal du PEA est clôturé mais le contrat de capitalisation subsiste. C'est donc un contrat de capitalisation qui est transmis aux héritiers	Absence de fonds en euros dans le cadre fiscal du PEA

Important

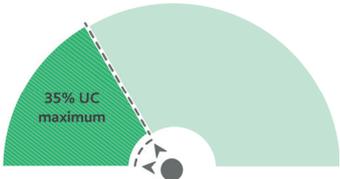
Chaque contribuable ne peut détenir qu'un seul PEA et un seul PEA-PME. Au global pour ces deux enveloppes, le cumul des versements est plafonné à 225 000 € (dont 150 000 € maximum sur le PEA)

Les profils investisseurs de Lucya

Chez Lucya, il existe 3 profils investisseurs qui sont adossés au contrat : « Modéré », « Équilibré » et « Dynamique ». Ceux-ci peuvent être représentés de la façon suivante :

Moins de risque /
Moins de potentiel de performance

Plus de risque /
Plus de potentiel de performance

	Profil investisseur Modéré	Profil investisseur Équilibré	Profil investisseur Dynamique
Votre objectif	Vous acceptez que vos investissements génèrent un rendement faible voire très faible. En contrepartie, le risque de perte en capital est limité voire nul.	Vous recherchez une performance qui allie sécurité et rendement de vos investissements en contrepartie d'une prise de risque cohérente avec votre objectif de performance (faible voire élevée).	Vous acceptez de prendre un risque très élevé de perte en capital pour aller chercher un potentiel de performance très élevé. Vous souhaitez investir sur le très long terme.
Composition de votre contrat	La grande majorité voire la quasi-totalité de vos investissements est sécurisée sur le fonds en euros. Dans une logique de diversification, une part minoritaire peut être investie sur des supports en unités de compte exposés aux marchés financiers et/ou immobiliers.	La quote-part de fonds en euros représente entre 40 et 70% de vos investissements. Le solde est constitué de supports en unités de compte exposés aux marchés financiers ou immobiliers.	La grande majorité voire la quasi-totalité de vos investissements est réalisée sur des supports en unités de compte ayant un indicateur de risque élevé voire très élevé. La quote-part de fonds en euros peut être minoritaire voire inexistante.
Part de supports en Unités de Compte (UC) cible			
Aide à l'investissement	<u>1 2 3 4</u> 5 6 7 Nous vous recommandons de privilégier des supports dont l'indicateur de risque (SRI) est compris entre 1/7 et 4/7.	<u>1 2 3 4 5</u> 6 7 Nous vous recommandons de privilégier des supports dont l'indicateur de risque (SRI) est compris entre 1/7 et 5/7.	<u>1 2 3 4 5 6 7</u> Nous vous recommandons de privilégier des supports dont l'indicateur de risque (SRI) est compris entre 3/7 et 7/7.
Les précisions de Lucya	La présence minoritaire de supports en unités de compte vous permet d'espérer une performance plus élevée que si vous n'investissiez que sur le fonds en euros. Nous vous recommandons de privilégier le fonds en euros et des supports en unités de compte ayant un indicateur de risque modéré, afin que le risque global de perte en capital soit contenu.	La part investie dans des supports en unités de compte vous permet d'aller chercher un certain niveau de performance en contrepartie d'un risque de perte en capital. Néanmoins, la présence d'une poche investie sur le fonds en euros amortit ce risque de perte en capital inhérent aux unités de compte. Le fonds en euros permet en effet de sécuriser le capital, sans toutefois pouvoir espérer un potentiel de performance élevé.	Au travers de vos investissements, vous recherchez, avec le profil « Dynamique », une espérance de gains très élevée. En contrepartie, vous vous exposez également à un risque très significatif de perte en capital. Le profil « Dynamique » est le profil investisseur le plus risqué de Lucya. Du fait du risque très élevé de perte en capital inhérent aux supports ayant un indice de risque fort, nous vous recommandons de diversifier vos investissements et de respecter votre horizon de placement (supérieur à 8 ans).

Le SRI, c'est facile !

Chaque support d'investissement affiche un indicateur de risque/performance standardisé que l'on appelle SRI (pour indicateur synthétique de risque en français) dont l'échelle de valeur est comprise entre 1 et 7. Il s'agit d'un outil financier qui va vous aider à analyser, comparer et sélectionner vos supports, sachant que plus son niveau est élevé, plus le risque associé au fonds est important. Mais en contrepartie le potentiel de performance de ce fonds est significatif.

Où trouver cet indicateur de risque ? Cet indicateur est à la disposition de tous. Concrètement, les supports d'investissement disposent d'un mode d'emploi que l'on appelle Document d'Informations Clés (DIC) pour les OPCVM, et « DIS » (Document d'Informations Spécifiques) pour les supports immobiliers et les fonds en euros. Et le SRI se trouve dans ces documents.

Chez Lucya, on vous simplifie la vie ! Sur notre site internet, dans la rubrique « Les supports », vous pouvez connaître la liste des supports de votre contrat selon le SRI sélectionné. Dans cette même rubrique, vous pouvez consulter les DIC et les DIS.

Quel indicateur de risque pour chaque grande classe d'actifs ?

Nous souhaitons tout d'abord attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit d'exemples à partir d'un univers d'investissement très large. Tous les contrats ne référencent pas forcément les fonds cités ci-après.

Les fonds en euros

Les fonds en euros affichent un indicateur de risque de 1/7. Notez que de plus en plus de fonds en euros restreignent leur accès en conditionnant un investissement en unités de compte.

Les fonds immobiliers

Les SCPI et SCI affichent dans une très large majorité un indicateur de 3/7. Quelques-uns de ces supports, à la marge, ont un indicateur de 2/7. Les OPCl présentent un niveau de risque de 4/7.

Les fonds obligataires

Ces fonds affichent un indicateur compris entre 2/7 pour les plus défensifs et 4/7 pour ceux qui ont une stratégie plus offensive (ex : obligations à haut rendement, obligations émises sur les marchés émergents...).

Les fonds diversifiés

Les fonds diversifiés, qui investissent à la fois dans des actions, des obligations et du monétaire, dans des proportions variables, sont essentiellement présents dans le niveau de risque 4/7. Mais certains peuvent afficher un niveau de 3/7 pour les plus sécuritaires, ou bien encore de 5/7 pour les plus offensifs.

Les fonds actions

Selon leur stratégie, le niveau de risque des fonds actions s'échelonne entre 5 et 7/7.

Les trackers / ETF

En fonction du type d'indice répliqué par le support et la présence ou non d'un effet de levier (majoration de la performance), les trackers (appelés aussi ETF) ont un indicateur de risque qui varie de 2 à 7/7.

Bon à savoir

Veillez à bien respecter votre profil investisseur !

Si l'allocation d'actifs que vous avez sélectionnée n'est pas compatible avec votre profil et la répartition que nous vous avons conseillée, cela signifie que l'investissement est susceptible de ne pas être approprié au regard de votre situation personnelle. Ces supports peuvent ne pas être cohérents au regard de votre situation personnelle et vous exposer notamment à un risque de perte qui serait inapproprié compte tenu de vos besoins et de votre expérience.

En application de la réglementation, Lucya vous informera sur les risques auxquels vous vous exposeriez en procédant à de tels investissements, qui ne suivent pas la préconisation qui vous a été adressée.

Nos conseillers se tiennent à votre entière disposition pour envisager une autre allocation ou plus généralement discuter de ce qui précède.

Les conseillers de Lucya sont à votre disposition

Nos conseillers sont à votre disposition par mail ou par téléphone pour vous aider dans votre démarche de souscription.

Sur rendez-vous, nous pouvons également vous accueillir dans nos bureaux parisiens.

Du lundi au vendredi de 9h00 à 18h30, sans interruption

13 rue d'Uzès, 75002 Paris

01 44 76 87 60

(du lundi au vendredi de 9h00 à 18h30)*

*Prix d'un appel local non surtaxé

www.lucya.com

Les unités de compte comportent un risque de perte en capital. Il n'existe pas de garantie en capital des sommes investies sur ces supports. L'assureur ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte mais pas sur leur valeur. La valeur de ces unités de compte n'est pas garantie mais est sujette à des fluctuations à la hausse ou à la baisse, dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers et/ou immobiliers.

Puissance Sélection ✓

Proposition d'assurance 2/2 -
Dossier de souscription



assurancevie.com



assurancevie.com

assurancevie.com est une filiale de JDHM Vie
Société par Actions Simplifiée au capital entièrement libéré de 2 200 000 euros
Société de Courtage en assurance de personnes immatriculée
au registre des intermédiaires en assurance
RCS Paris 478 594 351 - N° d'Orias 07 004 394
Siège social : 10 rue d'Uzès - 75002 Paris



Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé
sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Puissance Sélection

Contrat d'assurance sur la vie individuel libellé en euros et/ou en unités de compte
Proposition d'assurance 2/2 - Bulletin de souscription

Codes produits : Durée Viagère : E6901 - Durée Déterminée : E6902

Souscripteur/Assuré

Co-Souscripteur/Co-Assuré (*)

Tous les champs sont OBLIGATOIRES et doivent être complétés en majuscules.

À défaut, votre Bulletin de souscription ne pourra être accepté et vous sera retourné. Vous devez joindre la (les) copie(s) recto-verso d'une pièce officielle d'identité, en cours de validité avec photographie et mentions lisibles.

Form fields for Souscripteur/Assuré including: Nouveau client, Si Client existant, Ancienneté de la relation avec Generali Vie, Nom, Prénom, Adresse, etc.

Form fields for Co-Souscripteur/Co-Assuré including: Nouveau client, Si Client existant, Ancienneté de la relation avec Generali Vie, Nom, Prénom, Adresse, etc.

Situation familiale

Form fields for Situation familiale including: Célibataire, Veuf(ve), Divorcé(e), Union libre, Pacsé(e), etc.

Situation familiale

Form fields for Situation familiale including: Célibataire, Veuf(ve), Divorcé(e), Union libre, Pacsé(e), etc.

Form fields for capital payment and subscription conditions: Versement du capital au second (2nd) décès, Souscription dans le cadre d'un démembrement.

(1) Le versement du capital au second (2nd) décès est possible dès lors que les époux se sont consentis un avantage matrimonial (clause de préciput ou clause d'attribution intégrale) qui le permet.

(*) Hors souscription démembrée, la co-souscription n'est possible que pour les couples mariés sous le régime de la communauté légale ou sous le régime de la communauté universelle...

Ce feuillet fait partie intégrante d'un ensemble de 11 pages dont la 11ème page comporte la signature du (des) Souscripteur(s)/Assuré(s). L'ensemble du document a été réalisé et complété en une version, imprimée et remise en trois exemplaires identiques.

Paraphe(s)



* 0 1 4 6 1 *

1er exemplaire : Assureur - 2ème exemplaire : Courtier - 3ème exemplaire : Souscripteur/Co-Souscripteur

Souscripteur/Assuré (suite)

Régime de protection

- Majeur protégé sous :
 Curatelle simple Sauvegarde de justice
 Curatelle renforcée Habilitation familiale
 Tutelle Mandat de protection future
- Mineur :
 Émancipé Sous administration légale Sous tutelle

Activité

- En activité Sans activité (*) Retraité (*)

Profession (ou dernière profession exercée si sans activité ou retraité)

Code CSP (2) [] [] Date de fin d'activité* [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

- Si TNS ou ancien TNS, préciser également :

Code NAF/APE [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

N° SIRET (SIREN-NIC) []

Nom de l'entreprise _____

Co-Souscripteur/Co-Assuré (suite)

Régime de protection

- Majeur protégé sous :
 Curatelle simple Sauvegarde de justice
 Curatelle renforcée Habilitation familiale
 Tutelle Mandat de protection future
- Mineur :
 Émancipé Sous administration légale Sous tutelle

Activité

- En activité Sans activité (*) Retraité (*)

Profession (ou dernière profession exercée si sans activité ou retraité)

Code CSP (2) [] [] Date de fin d'activité* [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

- Si TNS ou ancien TNS, préciser également :

Code NAF/APE [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

N° SIRET (SIREN-NIC) []

Nom de l'entreprise _____

(2) Merci de vous reporter au document « Pièces nécessaires à la souscription ».

Connaissance client

Personne Politiquement Exposée

Souscripteur/Assuré

Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un (1) an une fonction politique, juridictionnelle ou administrative importante ? (3)

- Oui Non Si réponse **oui**, préciser :

Pays d'exercice _____

Fonction _____

Si fin de fonction inférieure à un (1) an, date de fin [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Êtes-vous proche d'une Personne Politiquement Exposée (PPE), en tant que membre direct de la famille ou en tant que personne étroitement associée à une PPE ? (3)

- Oui Non Si réponse **oui**, préciser :

Pays d'exercice _____

Nom et Prénom de la PPE _____

Fonction de la PPE _____

Lien de la PPE avec le Souscripteur _____

Si fin de fonction de la PPE inférieure à un (1) an, date de fin [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Si une réponse positive est apportée à l'une des questions ci-dessus, un justificatif sur l'origine des fonds devra être joint au Bulletin.

(3) Merci de vous reporter au document « Pièces nécessaires à la souscription » dans lequel figure la définition des Personnes Politiquement Exposées (PPE).

Données financières et patrimoniales

Revenus annuels du foyer

- 0 € à 25 000 €
 > 25 000 € à 50 000 €
 > 50 000 € à 75 000 €
 > 75 000 € à 100 000 €
 > 100 000 € à 150 000 €
 > 150 000 € à 300 000 €
 > 300 000 € préciser _____ € (facultatif)

Estimation du patrimoine du foyer

- 0 € à 100 000 €
 > 100 000 € à 300 000 €
 > 300 000 € à 500 000 €
 > 500 000 € à 1 000 000 €
 > 1 000 000 € à 2 000 000 €
 > 2 000 000 € à 5 000 000 €
 > 5 000 000 € à 10 000 000 €
 > 10 000 000 € préciser _____ € (facultatif)

Nom du Souscripteur _____

Prénom du Souscripteur _____

Date de naissance [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Nom du Co-Souscripteur _____

Prénom du Co-Souscripteur _____

Date de naissance [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Ce feuillet fait partie intégrante d'un ensemble de 11 pages dont la 11^{ème} page comporte la signature du (des) Souscripteur(s)/Assuré(s). L'ensemble du document a été réalisé et complété en une version, imprimée et remise en trois exemplaires identiques.

1^{er} exemplaire : Assureur - 2^{ème} exemplaire : Courtier - 3^{ème} exemplaire : Souscripteur/Co-Souscripteur



* 0 1 4 6 1 *

Connaissance client (suite)

Répartition du patrimoine du foyer en pourcentage

- Immobilier _____ %
 Portefeuille de valeurs mobilières _____ %
 Placements bancaires (ex. livret d'épargne) _____ %
 Contrats assurance vie/capitalisation _____ %
 Autre (ex : Objets d'art, rente...) _____ %
préciser _____

Origine du patrimoine du foyer

- Épargne/Revenus
 Succession/donation
 Cession d'actif(s) immobilier(s)
 Cession d'actif(s) mobilier(s)
 Cession d'actif(s) professionnel(s)
 Gains au jeu
 Autre (préciser) _____

Auto-certification de résidence fiscale

En application :

- de l'accord relatif à l'échange automatique et obligatoire d'informations en matière fiscale entre les pays de l'Union Européenne conclu le 29 octobre 2014 à Berlin,
- des accords bilatéraux ou multilatéraux signés par la République française en la matière,
- des règles édictées par le gouvernement américain en matière de lutte contre l'évasion fiscale (loi FATCA – Foreign Account Tax Compliance Act - loi fiscale sur la déclaration des avoirs américains investis à l'étranger) et de l'accord subséquent conclu le 14 novembre 2013 entre les gouvernements français et américain,

Generali Vie est dans l'obligation de vous demander des informations complémentaires relatives à la situation fiscale du (des) Souscripteur(s)/Assuré(s) du contrat afin de déterminer de quel(s) pays il(s) est (sont) contribuable(s) et/ou résident(s) à des fins fiscales.

Ce document est de nature déclarative. Pour cette raison, seul(s) le(s) Souscripteur(s)/Assuré(s) (ou toute personne habilitée à le représenter légalement) est (sont) en mesure de faire les déclarations constituées par les réponses au présent questionnaire. Generali Vie n'est pas habilitée à remplir ce document pour votre compte. Si vous avez des questions sur la façon de remplir cette section ou comment déterminer votre résidence fiscale, nous vous invitons à interroger l'(les) autorité(s) fiscale(s) compétente(s).

Souscripteur/Assuré

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (FATCA)

- Êtes-vous citoyen des États-Unis d'Amérique ? Oui Non
- Êtes-vous résident fiscal des États-Unis d'Amérique (*) ?
 Oui Non

Si vous avez coché **Oui** à l'une des questions ci-dessus, vous ne pouvez pas signer le présent Bulletin de souscription ; nous vous invitons dans ce cas à vous rapprocher de votre Courtier.

Si vous avez coché **Non** aux deux questions ci-dessus vous certifiez que vous n'êtes ni citoyen ni résident fiscal des États-Unis d'Amérique et nous vous invitons à répondre aux questions suivantes :

- Possédez-vous un numéro d'immatriculation fiscal des États-Unis d'Amérique (TIN) tout en n'étant pas/plus résident fiscal des États-Unis d'Amérique ?
 Oui TIN n° [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Non

Si Oui, joindre un formulaire W-8BEN

Adresse de résidence fiscale _____

Co-Souscripteur/Co-Assuré

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE (FATCA)

- Êtes-vous citoyen des États-Unis d'Amérique ? Oui Non
- Êtes-vous résident fiscal des États-Unis d'Amérique (*) ?
 Oui Non

Si vous avez coché **Oui** à l'une des questions ci-dessus, vous ne pouvez pas signer le présent Bulletin de souscription ; nous vous invitons dans ce cas à vous rapprocher de votre Courtier.

Si vous avez coché **Non** aux deux questions ci-dessus vous certifiez que vous n'êtes ni citoyen ni résident fiscal des États-Unis d'Amérique et nous vous invitons à répondre aux questions suivantes :

- Possédez-vous un numéro d'immatriculation fiscal des États-Unis d'Amérique (TIN) tout en n'étant pas/plus résident fiscal des États-Unis d'Amérique ?
 Oui TIN n° [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] Non

Si Oui, joindre un formulaire W-8BEN

Adresse de résidence fiscale _____

(*) La définition de résident fiscal des États-Unis d'Amérique au sens de la réglementation FATCA ainsi que la méthode d'appréciation de la résidence fiscale sont indiquées à l'article « **Réglementation relative à l'échange automatique de renseignements en matière fiscale** » de la Note d'information valant Conditions générales.

Nom du Souscripteur _____
Prénom du Souscripteur _____
Date de naissance [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Nom du Co-Souscripteur _____
Prénom du Co-Souscripteur _____
Date de naissance [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

Ce feuillet fait partie intégrante d'un ensemble de 11 pages dont la 11^{ème} page comporte la signature du (des) Souscripteur(s)/Assuré(s). L'ensemble du document a été réalisé et complété en une version, imprimée et remise en trois exemplaires identiques.



Connaissance de l'opération

Objectifs du versement (cocher un ou plusieurs objectifs)

- Transmettre un capital à mes héritiers ou à des tiers
 Constituer un capital
 Disposer de revenus complémentaires futurs (retraite)
 Utiliser le contrat d'assurance comme un instrument de garantie
 Autre (préciser) _____

Horizon d'investissement

- 0 à 4 ans 4 à 8 ans Plus de 8 ans

Indiquer l'origine des fonds affectés à l'opération ^{(4) (5)}

	Date	Montant affecté à l'opération
<input type="checkbox"/> Revenus		_____ €
<input type="checkbox"/> Revenu de l'activité		
<input type="checkbox"/> Prime ponctuelle/indemnités		
<input type="checkbox"/> Revenus locatifs - fonciers		
<input type="checkbox"/> Rente		
<input type="checkbox"/> Épargne		
<input type="checkbox"/> Épargne (sur livret, PEA etc...)		_____ €
<input type="checkbox"/> Épargne salariale et d'entreprise		_____ €
<input type="checkbox"/> Capital de contrats : Indemnité d'assurance (rachat, terme, bénéfice, etc.)	_____	_____ €
Nom de l' (des) organisme(s) _____		
<input type="checkbox"/> Héritage	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Donation	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Cession d'actifs		
<input type="checkbox"/> Mobiliers	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Immobiliers	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Professionnels (droits sociaux, fonds de commerce, d'entreprise ou de clientèle)	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Dividendes	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Remboursement de compte courant d'associé	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Gains au jeu	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Cessions d'œuvres d'art	_____	_____ €
<input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	_____	_____ €
Total		_____ €

Les fonds affectés à l'opération font-ils ou ont-ils fait l'objet d'une régularisation fiscale auprès des services fiscaux français, dans le cadre d'un rapatriement de fonds ? Oui Non

⁽⁴⁾ L'origine des fonds doit couvrir le montant total investi, y compris le montant annualisé des versements libres programmés.

⁽⁵⁾ Merci de vous reporter au document « Pièces nécessaires à la souscription » dans lequel figure la liste des pièces justificatives nécessaires pour l'origine des fonds.

Montant de la souscription

Montant total du versement initial : _____ € (minimum de 1 000 euros)

_____ (somme en toutes lettres)

Mode de règlement :

- Par prélèvement (joindre un RIB et le mandat de prélèvement dûment rempli et signé).
 Par virement (joindre obligatoirement une copie de l'avis d'exécution de virement et un RIB) sur le compte de Generali Vie ouvert dans les livres de la Société Générale IBAN FR76 3000 3033 9100 0500 1332 716 BIC SOGEFRPP

Tout versement en espèces est exclu.

Nom du Souscripteur _____	Nom du Co-Souscripteur _____
Prénom du Souscripteur _____	Prénom du Co-Souscripteur _____
Date de naissance _____	Date de naissance _____

**Ce feuillet fait partie intégrante d'un ensemble de 11 pages
 dont la 11^{ème} page comporte la signature du (des) Souscripteur(s)/Assuré(s).
 L'ensemble du document a été réalisé et complété en une version, imprimée
 et remise en trois exemplaires identiques.**



* 0 1 4 6 1 *

1^{er} exemplaire : Assureur - 2^{ème} exemplaire : Courtier - 3^{ème} exemplaire : Souscripteur/Co-Souscripteur

5/11

Options de gestion (suite)

J'opte pour la **dynamisation des plus-values** :

Dans ce cas, la valeur atteinte sur le fonds en euros Eurossima doit au moins être égale à 2 000 euros (avec un minimum par support de 100 euros à arbitrer).

Du fonds en euros Eurossima vers le(s) supports de dynamisation suivant(s) (les indiquer dans l'ordre de priorité souhaité) :

	Libellé(s)	Code(s) ISIN
<input type="checkbox"/>	1 ^{er} support : _____	_____
<input type="checkbox"/>	2 ^e support : _____	_____
<input type="checkbox"/>	3 ^e support : _____	_____

La répartition sera fonction du nombre de supports de dynamisation choisi et se fera conformément à la Note d'Information valant Conditions générales.

J'opte pour la **limitation des moins-values**

Ou

limitation des moins-values relatives

Ces options sont exclusives l'une de l'autre.

Je choisis les supports et le pourcentage de moins-value de référence :

Support(s) bénéficiant de la limitation :

Libellé(s)	Code(s) ISIN	Pourcentage de moins-value de référence :				Support réceptacle :
		5 %	10 %	15 %	20 %	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Fonds en euros Eurossima
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Option - Garantie plancher

Les conditions d'accès à la garantie de prévoyance souscrite (notamment relative à l'âge de(s) Assuré(s)) sont définies à l'annexe 2 « Garantie plancher » de la Note d'information valant Conditions générales.

J'opte pour la garantie plancher et l'une des options suivantes :

Option 1 - « Plancher simple » Option 2 - « Plancher Indexée à 3,5 % »

Accès à la consultation et aux transactions en ligne

En souscrivant au contrat **Puissance Sélection**, je demande à recevoir mon code d'accès confidentiel afin de pouvoir consulter ou gérer mon contrat en ligne. Ce code sera attribué sous réserve de respecter les règles prévues par l'article « Souscription, consultation et gestion du contrat en ligne » et de l'annexe « Consultation et gestion du contrat en ligne » de la Note d'information valant Conditions générales. Si je dispose déjà d'un code d'accès aux services en ligne pour d'autres contrats de Generali Vie, accessibles via le site www.assurancevie.com ou via la boutique virtuelle de mon Courtier, je demande à ce que cette nouvelle souscription soit également accessible via ce même code.

Nom du Souscripteur _____	Nom du Co-Souscripteur _____	
Prénom du Souscripteur _____	Prénom du Co-Souscripteur _____	
Date de naissance [][][][][][][][][]	Date de naissance [][][][][][][][][]	

Ce feuillet fait partie intégrante d'un ensemble de 11 pages dont la 11^{ème} page comporte la signature du (des) Souscripteur(s)/Assuré(s). L'ensemble du document a été réalisé et complété en une version, imprimée et remise en trois exemplaires identiques.



Merci de bien vouloir apposer votre (vos) signature(s) dans le(s) cadre(s) ci-dessous.

À défaut de réception de vos Conditions particulières dans un délai de trente (30) jours, veuillez en aviser l'Assureur par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Souscripteur atteste avoir préalablement reçu, en temps utile, le Document d'Informations Clés du contrat **Puissance Sélection** ainsi que, le cas échéant, tout autre document d'information requis dans le cadre du Règlement (UE) n°1286/2014 du 26 novembre 2014, et en avoir pris connaissance.

Le Souscripteur reconnaît avoir reçu et pris connaissance de la Note d'information valant Conditions générales du contrat **Puissance Sélection** (réf.PACE6901CGA) remise avec un exemplaire du présent Bulletin de souscription (en ce compris son annexe « Valeurs de rachat et montant cumulé des versements bruts » signée ce même jour), et notamment des conditions d'exercice du droit de renonciation. Ces deux documents constituent la Proposition d'assurance.

Le Souscripteur reconnaît avoir pris connaissance de l'annexe « Informations en matière de durabilité » de la Note d'information valant Conditions générales ainsi que, le cas échéant, tout autre document d'information transmis en vertu du Règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019.

Le Souscripteur reconnaît avoir reçu les documents d'informations clés pour l'investisseur, notes détaillées et/ou tout autre document d'information financière équivalent prévu par la réglementation, des supports en unités de compte sélectionnés dans le présent Bulletin de souscription, tant pour son versement initial que pour les options de gestion qu'il a choisies, et pris connaissance de leurs principales caractéristiques.

Les documents d'informations clés pour l'investisseur, notes détaillées et/ou tout autre document d'information financière équivalent prévu par la réglementation, des supports en unités de compte présents au contrat sont disponibles sur simple demande auprès de son Courtier ou via le site internet des sociétés de gestion.

Le Souscripteur déclare avoir été clairement informé qu'en investissant sur des supports en unités de compte, il prenait à sa charge le risque lié à la variation des cours de chacun de ceux qu'il a souscrits.

Le Souscripteur reconnaît avoir pris connaissance des caractéristiques de la garantie de prévoyance éventuellement souscrite, ainsi que son mode de tarification, définies dans l'annexe « Garantie plancher » de la Note d'information valant Conditions générales.

Le Souscripteur peut renoncer au présent contrat pendant trente (30) jours calendaires révolus à compter de la date de signature du Bulletin de souscription. Cette renonciation doit être faite par lettre recommandée avec avis de réception, envoyée à l'adresse suivante : Generali Vie - TSA 70007 - 75447 Paris Cedex 09. Elle peut être faite suivant le modèle de lettre inclus dans la Proposition d'assurance.

Fait à _____,
le

**Signature
du Souscripteur/Assuré**

**Signature
du Co-Souscripteur/Co-Assuré**

Données personnelles du Souscripteur :

Pour toute information sur le traitement des données du Souscripteur et sur ses droits, Generali Vie l'invite à consulter l'annexe 1 « Information sur le traitement de vos données personnelles » figurant dans la Note d'information valant Conditions générales du contrat ou sur le site www.assurancevie.com.

Nom du Souscripteur _____	Nom du Co-Souscripteur _____
Prénom du Souscripteur _____	Prénom du Co-Souscripteur _____
Date de naissance <input type="text"/>	Date de naissance <input type="text"/>

Ce feuillet fait partie intégrante d'un ensemble de 11 pages dont la 11^{ème} page comporte la signature du (des) Souscripteur(s)/Assuré(s). L'ensemble du document a été réalisé et complété en une version, imprimée et remise en trois exemplaires identiques.



* 0 1 4 6 1 *

1^{er} exemplaire : Assureur - 2^{ème} exemplaire : Courtier - 3^{ème} exemplaire : Souscripteur/Co-Souscripteur

Notice explicative

Méthode de calcul

Méthode de calcul des valeurs (d_i) à (d_8) :

Avec f_1 : frais de gestion du fonds en euros 1

f_2 : frais de gestion du fonds en euros 2

- Si j'investis sur **un fonds en euros**, les formules sont les suivantes (*) :

$$d_1 = c_1 \times (1 - f_1)$$

$$d_2 = c_1 \times (1 - f_1)^2$$

...

$$d_8 = c_1 \times (1 - f_1)^8$$

(*) Pour (d_i) à (d_8) ne reprenez que les deux chiffres après la virgule.

- Si j'investis sur **deux fonds en euros**, les formules sont les suivantes (**) :

$$d_1 = \left[c_1 \times (1 - f_1) \right] + \left[c_2 \times (1 - f_2) \right]$$

$$d_2 = \left[c_1 \times (1 - f_1)^2 \right] + \left[c_2 \times (1 - f_2)^2 \right]$$

$$\dots$$

$$d_8 = \left[c_1 \times (1 - f_1)^8 \right] + \left[c_2 \times (1 - f_2)^8 \right]$$

Composante 1 Composante 2

(**) Pour (d_i) à (d_8) ne reprenez que les deux chiffres après la virgule pour chaque composante avant de faire la somme des deux.

Exemple chiffré pour un investissement sur deux fonds en euros

L'exemple chiffré correspond à un contrat pour lequel le client n'a pas choisi de garantie de prévoyance.

1. Caractéristiques du contrat

- Frais d'entrée sur versements : 4 %
- (a) Montant du versement initial **brut de frais sur versements** : 52 083 €

Libellé du fonds en euros	Montant du versement initial brut de frais sur versements affecté par fonds en euros (b)	Montant du versement initial net de frais sur versements affecté par fonds en euros (c)	Frais de gestion maximum du fonds en euros (f)
Fonds en euros 1	$b_1 = 10\,416,67 \text{ €}$	$c_1 = 10\,416,67 \times (1 \times 4 \%) = 10\,000,00 \text{ €}$	$f_1 = 0,60 \%$
Fonds en euros 2	$b_2 = 10\,416,67 \text{ €}$	$c_2 = 10\,416,67 \times (1 \times 4 \%) = 10\,000,00 \text{ €}$	$f_2 = 1,00 \%$

2. Tableau des valeurs de rachat et montant cumulé des versements bruts

Année	Montant cumulé des versements bruts effectués sur le contrat (Montant identique pour les 8 ans)	Fonds en euros : valeurs de rachat minimales personnalisées (ne pas compléter si la garantie de prévoyance est souscrite)
1	$a = 52\,083 \text{ €}$	$d_1 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%) + 10\,000 \times (1 - 1 \%) = 19\,840,00 \text{ €}$
2	a	$d_2 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%)^2 + 10\,000 \times (1 - 1 \%)^2 = 19\,681,36 \text{ €}$
3	a	$d_3 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%)^3 + 10\,000 \times (1 - 1 \%)^3 = 19\,524,06 \text{ €}$
4	a	$d_4 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%)^4 + 10\,000 \times (1 - 1 \%)^4 = 19\,368,11 \text{ €}$
5	a	$d_5 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%)^5 + 10\,000 \times (1 - 1 \%)^5 = 19\,213,47 \text{ €}$
6	a	$d_6 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%)^6 + 10\,000 \times (1 - 1 \%)^6 = 19\,060,15 \text{ €}$
7	a	$d_7 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%)^7 + 10\,000 \times (1 - 1 \%)^7 = 18\,908,13 \text{ €}$
8	a	$d_8 = 10\,000 \times (1 - 0,60 \%)^8 + 10\,000 \times (1 - 1 \%)^8 = 18\,757,39 \text{ €}$



* 0 1 6 1 2 *



assurancevie.com

assurancevie.com est une filiale de JDHM Vie
Société par Actions Simplifiée au capital entièrement libéré de 2 200 000 euros
Société de Courtage en assurance de personnes immatriculée
au registre des intermédiaires en assurance
RCS Paris 478 594 351 - N° d'Orias 07 004 394
Siège social : 10 rue d'Uzès - 75002 Paris



Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé
sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Puissance Sélection

Contrat d'assurance sur la vie individuel libellé en euros et/ou en unités de compte

Pièces nécessaires à la souscription

Codes produits : **Durée Viagère** : E6901 - **Durée Déterminée** : E6902

Souscription

- Bulletin de souscription original complété, daté et signé
- Annexe au Bulletin de souscription « Valeurs de rachat et montant cumulé des versements bruts » complétée et signée
- Attestation sur l'honneur (pour les majeurs capables de nationalité étrangère résidant fiscalement en France)
- Photocopie recto-verso de la pièce officielle d'identité en cours de validité du Souscripteur et, le cas échéant, du tiers payeur avec photographie et mentions lisibles (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, carte de séjour ou carte de résident)
- Justificatif de domicile de moins de 3 mois si l'adresse de la pièce d'identité est différente de celle indiquée sur le Bulletin de souscription
- Annexe clause bénéficiaire s'il y a lieu
- Fiche d'information pour les souscripteurs âgés de 85 ans et plus
- Justificatif permettant d'établir que le Souscripteur est atteint d'une infirmité lui permettant de bénéficier du régime fiscal « épargne handicap »
- Avenant complété, daté et signé lors d'investissement sur une SCPI, un OPCI, un FCPR, une SCI ou un fonds à fenêtre de commercialisation
- Copie de l'avis d'exécution du virement accompagné d'un RIB
- Mandat de prélèvement dûment rempli et signé en cas de paiement par prélèvement

Options

- Si mise en place de prélèvements automatiques : mandat de prélèvement dûment rempli accompagné d'un RIB
- Si mise en place de rachats partiels programmés : RIB d'un compte ouvert au nom du Souscripteur

Souscriptions spécifiques

1. Co-Souscription

- Photocopies de la pièce officielle d'identité recto-verso en cours de validité des Co-Souscripteurs avec photographies et mentions lisibles (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, carte de séjour ou carte de résident)
- Photocopie d'un extrait d'acte de mariage ou du livret de famille pour les contrats se dénouant au premier (1^{er}) décès de l'Assuré
- Photocopie du contrat de mariage homologué en cas de changement de régime matrimonial en cours de mariage non mentionné sur le livret de famille ou en cas de dénouement du contrat au second (2nd) décès

2. Souscription démembrée

- Photocopie des pièces officielles d'identité recto-verso en cours de validité des Co-Souscripteurs (usufruitier(s) et nu-proprétaire) avec photographies et mentions lisibles (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, carte de séjour ou carte de résident)
- Photocopie de l'acte authentique ou sous seing privé permettant d'établir l'origine du démembrement et la qualité des parties
- Convention de gestion démembrée du contrat complétée, datée et signée par toutes les parties au contrat

Souscriptions spécifiques (suite)

3. Souscription par un mineur

Régime d'administration légale si les deux parents sont titulaires de l'autorité parentale	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription au nom du mineur représenté par ses parents en leur qualité de titulaires de l'autorité parentale (signature obligatoire des parents et, si durée viagère ou garantie de prévoyance, du mineur de 12 ans et plus) <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité des parents et du mineur quel que soit son âge <input type="checkbox"/> Copie du livret de famille pour les parents mariés ou extrait d'acte de naissance du mineur pour les parents non mariés
Régime d'administration légale si un seul parent est titulaire de l'autorité parentale	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription au nom du mineur représenté par le titulaire de l'autorité parentale (signature obligatoire du titulaire de l'autorité parentale et, si durée viagère ou garantie de prévoyance, du mineur de 12 ans et plus) <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du titulaire de l'autorité parentale et du mineur quel que soit son âge <input type="checkbox"/> Copie du document émanant d'une autorité administrative ou judiciaire justifiant que le parent concerné est seul titulaire de l'autorité parentale (ex : jugement prononçant la déchéance d'autorité parentale ; copie du livret de famille de l'enfant mentionnant le décès ou l'absence d'un des parents)
Régime de tutelle légale	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription au nom du mineur représenté par le tuteur (signature obligatoire du tuteur et, si durée viagère ou garantie de prévoyance, du mineur de 12 ans et plus) <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du tuteur et du mineur quel que soit son âge <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance du juge des tutelles désignant le tuteur et de l'ordonnance autorisant la souscription du contrat et précisant le montant du versement
Régime de tierce administration	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription au nom du mineur représenté par le tiers administrateur (signature obligatoire du tiers administrateur et, si durée viagère ou garantie de prévoyance, du mineur de 12 ans et plus) <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du tiers administrateur et du mineur quel que soit son âge <input type="checkbox"/> Copie du livret de famille pour les parents mariés ou extrait d'acte de naissance du mineur pour les parents non mariés <input type="checkbox"/> Copie de la donation (ou pacte adjoint), du testament ou de la clause bénéficiaire désignant le tiers administrateur et définissant ses pouvoirs

4. Souscription par un majeur protégé

Sauvegarde de justice	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription au nom du majeur sous sauvegarde de justice signé par le majeur sous sauvegarde de justice et par le mandataire si l'ordonnance désigne un mandataire spécial pour intervenir à la souscription du contrat <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du majeur sous sauvegarde de justice et du mandataire si l'ordonnance de mise sous sauvegarde de justice désigne un mandataire spécial pour intervenir à la souscription du contrat <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance de mise sous sauvegarde de justice
Curatelle	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription au nom du majeur sous curatelle assisté par le curateur (signé par le majeur sous curatelle et le curateur) <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du majeur sous curatelle et du curateur <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance de mise sous curatelle <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance désignant le curateur
Tutelle	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription au nom du majeur sous tutelle représenté par le tuteur (signé par le tuteur) <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du majeur sous tutelle et du tuteur <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance de mise sous tutelle <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance désignant le tuteur <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance autorisant la souscription du contrat et précisant le montant du versement <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance ou de la délibération du conseil de famille si la désignation du bénéficiaire est autre que « les héritiers légaux de l'assuré »
Habilitation familiale	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription signé par le majeur et par la personne habilitée (en cas de mesure d'assistance) ; ou signé par la personne habilitée uniquement (en cas de mesure de représentation) <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du majeur et de la personne habilitée avec photographie, signature et mentions lisibles <input type="checkbox"/> Photocopie de l'ordonnance de mise sous habilitation (habilitation générale ou spéciale en représentation ou en assistance) désignant la personne habilitée (et/ou de l'ordonnance désignant la nouvelle personne habilitée) <input type="checkbox"/> Habilitation spéciale : Photocopie de l'ordonnance autorisant le représentant à souscrire le contrat
Mandat de protection future	<input type="checkbox"/> Bulletin de souscription du majeur protégé signé par la personne habilitée uniquement <input type="checkbox"/> Photocopies recto-verso des pièces officielles d'identité en cours de validité du majeur et de la personne habilitée avec photographie, signature et mentions lisibles <input type="checkbox"/> Photocopie du mandat de protection future notarié visé par le greffe du tribunal

La liste des pièces ci-dessus est à compléter des pièces nécessaires que vous trouverez ci-après. Ces listes ne sont pas exhaustives. Votre Courtier ou l'Assureur pourra vous demander toute pièce complémentaire permettant de parfaire votre souscription.

Aide et pièces nécessaires à l'opération de versement Personne Physique



Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé
sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Liste des pièces à fournir

- Dossier de souscription **ou** Bulletin Investir sur mon contrat **ou** Bulletin de souscription **ou** Bulletin de versement **et** Dossier client **ou**
 Remboursement Avance

Identité	Personne Physique	Copie du justificatif d'identité (*) (<i>du Souscripteur et/ou du Co-Souscripteur</i>) : <input type="checkbox"/> Carte Nationale d'Identité ou Passeport ou Permis de conduire ou Carte de séjour ou de résident
	Mineur	<input type="checkbox"/> Copie du justificatif d'identité (*) du (des) Représentant(s) légal(aux) ou du Tuteur ou du Tiers administrateur <input type="checkbox"/> Copie du livret de famille <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de placement de fonds si tutelle ou <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de Mise sous tutelle ou curatelle <input type="checkbox"/> Copie de l'Acte de donation ou pacte adjoint, si tierce administration
	Majeur protégé	<input type="checkbox"/> Copie du justificatif d'identité (*) du (des) Représentant(s) légal(aux) <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de placement de fonds pour une tutelle <input type="checkbox"/> Copie de l'Ordonnance de Mise sous tutelle ou curatelle
	Personne Politiquement Exposée non résident	<input type="checkbox"/> Copie d'un second justificatif d'identité (*) : Carte Nationale d'Identité ou Passeport ou Permis de conduire ou Carte de séjour ou de résident
	Vente à distance	Second justificatif d'identité à fournir : <input type="checkbox"/> Photocopie recto-verso de la carte d'identité ou <input type="checkbox"/> Photocopie de votre passeport (copie des 2 pages faisant apparaître le n° de passeport, sa date de délivrance et d'expiration, nom et prénom, date de naissance, domicile) ou <input type="checkbox"/> Photocopie recto-verso du titre de séjour ou <input type="checkbox"/> Photocopie carte de résident français ou <input type="checkbox"/> Photocopie des pages du livret de famille où le souscripteur figure ou <input type="checkbox"/> Photocopie recto-verso de votre permis de conduire français ou <input type="checkbox"/> Photocopie de la carte électorale française ou <input type="checkbox"/> Extrait d'acte de naissance (copie intégrale, extrait avec filiation ou extrait sans filiation de manière indifférente) ou <input type="checkbox"/> Copie du contrat de PACS* et son enregistrement ou <input type="checkbox"/> Récépissé de demande d'asile remis par une préfecture/contrat de mariage ou <input type="checkbox"/> Acte notarié mentionnant les nom, prénoms, date et ville de naissance et pays de naissance ou <input type="checkbox"/> Permis bateau français ou <input type="checkbox"/> Permis de chasse français

(*) Une pièce d'identité valide et lisible.

Un justificatif d'origine des fonds est obligatoire dans les cas suivants :

Le justificatif fourni doit comporter les éléments permettant d'identifier le client et le montant de l'opération.

- **Pour tout versement dès le 1^{er} euro pour les cas suivants :**
 - Personne Politiquement Exposée
 - Personne résidente hors France
 - Paiement en provenance de l'étranger
 - Fonds ayant fait l'objet d'une régularisation fiscale (**)
 - Origine des fonds suivante : Gains aux jeux, Cession d'œuvres d'art ou Autres (Dividendes ou Remboursement de compte courant d'associé)
- **Pour tout versement supérieur ou égal à 100 000 euros.**

Liste des justificatifs à fournir

Cette liste de pièces est non exhaustive. En fonction de la complexité du montage financier, d'autres pièces peuvent être demandées. Il convient de rayer le N° de sécurité sociale si celui-ci est présent sur un document, avant transmission !

Origine des fonds	Revenus	Revenus de l'activité	<input type="checkbox"/> Fiche de paie ou <input type="checkbox"/> Dernier avis d'imposition sur le revenu ou <input type="checkbox"/> Déclaration IFI ou <input type="checkbox"/> Relevés de compte sur 6 mois glissants
		Prime ponctuelle / Indemnités	<input type="checkbox"/> Lettre de licenciement (avec le montant) ou <input type="checkbox"/> Indemnité de départ volontaire ou <input type="checkbox"/> Solde de tout compte ou <input type="checkbox"/> Justificatif de règlement de prime
		Revenus fonciers	<input type="checkbox"/> Quittances de loyer ou Dernier avis d'imposition sur le revenu

(**) Si les fonds ont fait l'objet d'une régularisation fiscale (dans le cadre d'un rapatriement de fonds), merci de vous rapprocher de votre partenaire pour obtenir la liste spécifique des pièces à fournir.

Liste des pièces à fournir (suite)

Origine des fonds	Revenus	Rente	<input type="checkbox"/> Dernier avis d'imposition sur le revenu ou <input type="checkbox"/> Déclaration IFI	
	Épargne	Épargne sur livret, Plan et compte d'épargne		<input type="checkbox"/> Relevé de compte Épargne faisant apparaître la sortie des fonds ou 6 derniers relevés de compte courant (+ <i>justificatif complémentaire permettant d'établir l'origine antérieure des fonds si les sommes sont déposées depuis moins de 12 mois</i>) et <input type="checkbox"/> Relevé du compte courant avec le ou les virements provenant des comptes épargne ou <input type="checkbox"/> Attestation du banquier selon laquelle les fonds ont une origine licite
		Épargne salariale et d'entreprise		<input type="checkbox"/> Avis de sortie / Rachat du plan d'épargne entreprise et <input type="checkbox"/> Relevé du compte courant avec le ou les virements provenant des comptes épargne salariale
		Prestation d'assurance	Capital d'un contrat / Indemnité d'assurance	<input type="checkbox"/> Lettre de la compagnie d'assurance + Copie du chèque de règlement / Avis de virement sur le compte bancaire du client <i>Nota : Lorsqu'il s'agit d'un emploi de fonds provenant de GENERALI, le justificatif n'est pas requis.</i>
	Héritage			<input type="checkbox"/> Attestation du notaire avec montant ou <input type="checkbox"/> Acte notarié sur la dévolution successorale ou <input type="checkbox"/> Déclaration de succession visée par les services fiscaux ou <input type="checkbox"/> Acte de notoriété désignant le client en qualité d'héritier + relevé de compte avec le crédit du virement du notaire
	Donation			<input type="checkbox"/> Attestation du notaire avec montant ou <input type="checkbox"/> Acte notarié ou <input type="checkbox"/> Copie de l'acte sous seing privé ou <input type="checkbox"/> Formulaire de déclaration de don manuel (CERFA n° 11278*13 / n° 11278*04) ou <input type="checkbox"/> Formulaire de déclaration de dons de sommes d'argent (CERFA n° 13427*06) visé par les services fiscaux ou Accusé de réception numérique
	Cession d'actifs	Mobiliers		Portefeuilles titres : <input type="checkbox"/> Relevés de portefeuilles titres avec mouvements de cession des titres et <input type="checkbox"/> Avis de transfert des fonds sur le compte courant comprenant la date de l'opération
		Immobiliers		<input type="checkbox"/> Attestation du notaire avec le montant de cession ou <input type="checkbox"/> Acte notarié avec montant <input type="checkbox"/> Si plusieurs vendeurs : décompte vendeur ou relevé de compte avec le virement du notaire
		Professionnels (droits sociaux, fonds de commerce, entreprise ou clientèle)		<input type="checkbox"/> Attestation du professionnel (<i>notaire ou avocat</i>) certifiant la cession ou <input type="checkbox"/> Acte de cession (<i>ou protocole d'accord</i>) signé ou <input type="checkbox"/> Déclaration 2759 de cession de droits sociaux visé par les services fiscaux (CERFA n° 10408*14 ou n° 10408*15) ou <input type="checkbox"/> CERFA n° 11275*04 (<i>déclaration de mutation de fonds de commerce ou de clientèle</i>)
	Versement de dividendes			<input type="checkbox"/> Attestation du professionnel avec montant des dividendes (notaire, avocat ou expert-comptable) ou <input type="checkbox"/> PV de l'AG autorisant la distribution de dividendes et <input type="checkbox"/> Derniers statuts de la société et <input type="checkbox"/> Relevé de compte avec le crédit des dividendes
	Remboursement compte courant d'associé			<input type="checkbox"/> Attestation du professionnel avec montant du remboursement (avocat, notaire ou expert-comptable) ou <input type="checkbox"/> Extrait comptable du compte courant d'associé avec la sortie de fonds ou <input type="checkbox"/> Tout autre document probant (ex : copie PV AG ou convention de compte courant d'associé ...) et <input type="checkbox"/> Ordres de virement du compte de la personne morale sur le compte de l'associé.
	Gains aux jeux			<input type="checkbox"/> Copie du chèque de la Française des jeux ou relevé de compte avec le crédit des gains ou <input type="checkbox"/> Attestation de gains aux jeux
	Fonds provenant de l'étranger			<input type="checkbox"/> Déclaration CERFA 3916 (<i>déclaration d'un compte ouvert à l'étranger</i>) : - Si le CERFA a été transmis à l'administration fiscale en papier : copie du CERFA daté et signé avec cachet de l'administration - Si le CERFA a été transmis par voie électronique : copie du CERFA + AR numérique ou <input type="checkbox"/> Dernière déclaration fiscale (<i>IS ou IR avec case 8UU cochée pour un compte à l'étranger ou 8TT pour un contrat d'assurance vie</i>) + AR numérique
Prêt			<input type="checkbox"/> Déclaration de contrat de prêt (hors prêt bancaire) visé par l'administration ou preuve d'envoi (CERFA n° 2062) ou <input type="checkbox"/> Acte authentique ou acte sous seing privé ou offre de prêt et avis de transfert des fonds du compte du prêteur sur le compte bancaire du client	

Liste des pièces à fournir (suite)

Origine des fonds	Indemnités diverses	<input type="checkbox"/> Jugement de divorce ou <input type="checkbox"/> Justificatif de versement d'une indemnité d'invalidité ou <input type="checkbox"/> Jugement du tribunal etc...
	Cession d'œuvre d'art (...)	<input type="checkbox"/> Attestation du vendeur avec prix de cession ou <input type="checkbox"/> Acte de cession / certificat de vente ou <input type="checkbox"/> Certificat requis par l'administration des douanes (<i>vente internationale</i>) et <input type="checkbox"/> CERFA 2091 ou 2092 visé par les services fiscaux
	Autres	<input type="checkbox"/> Tout autre document probant permettant de faire le lien entre le versement et l'origine des fonds
Moyen de paiement	Débit du compte bancaire du Souscripteur ouvert auprès d'un établissement de crédit	<input type="checkbox"/> Si chèque bancaire : Chèque bancaire <input type="checkbox"/> Si virement : Avis d'exécution du virement + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si prélèvement : Mandat d'autorisation de prélèvement SEPA + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si chèque de banque : Chèque de banque + Avis d'opération faisant apparaître les références du compte du client débité + Motif de l'utilisation de ce mode de paiement
	Débit du compte bancaire d'un tiers	<input type="checkbox"/> Si chèque bancaire : Chèque bancaire <input type="checkbox"/> Si virement : Avis d'exécution du virement + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si prélèvement : Mandat d'autorisation de prélèvement SEPA + RIB/IBAN <input type="checkbox"/> Si chèque de banque : Chèque de banque + Avis d'opération faisant apparaître les références du compte du tiers débité + Motif de l'utilisation de ce mode de paiement <input type="checkbox"/> Tiers Personne Physique (<i>pièce d'identité en cours de validité</i>) : <input type="checkbox"/> Carte Nationale d'Identité ou <input type="checkbox"/> Passeport ou <input type="checkbox"/> Permis de conduire ou <input type="checkbox"/> Carte de séjour ou de résident <input type="checkbox"/> Tiers personne morale : <input type="checkbox"/> Statuts à jour, datés et signés <input type="checkbox"/> Extrait K-bis datant de moins de 3 mois (<i>pour les sociétés</i>) <input type="checkbox"/> Extrait du Journal Officiel ou justificatif d'immatriculation à l'INSEE (<i>pour les associations ou organismes de droit privé à but non lucratif</i>)
FATCA/ CRS	<p>Résidents :</p> <input type="checkbox"/> Questionnaire d'auto-certification « FATCA/CRS PERSONNE PHYSIQUE » (souscription et changement de circonstance en cours de vie du contrat) <input type="checkbox"/> Justificatif de domicile (ex : facture d'eau, facture d'électricité, de téléphone ou de gaz) <p>Non Résidents :</p> <input type="checkbox"/> Questionnaire d'auto-certification « FATCA/CRS Personne Physique » <input type="checkbox"/> Justificatif de résidence fiscale à l'étranger pour corroborer le formulaire d'auto-certification FATCA - CRS CERFA 5000 de l'année en cours signé par l'administration étrangère ou / - Une notification ou avis d'imposition émis par une administration fiscale étrangère ou / - Une attestation de résidence fiscale délivrée par un organisme public du pays dont la personne concernée est résidente ou / - Un certificat d'inscription consulaire (inscription possible au lien suivant : https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F33307) <p>Autres cas spécifiques : (document à fournir en plus des pièces précisées plus haut)</p> <input type="checkbox"/> Attestation sur l'honneur précisant le changement de résidence fiscale (en cas de déménagement en cours d'aménagement et dans l'attente de la délivrance d'un document officiel) <input type="checkbox"/> En cas de renonciation à la nationalité américaine le document en attestant <input type="checkbox"/> Formulaire W9 si le client est citoyen ou résident des États-Unis d'Amérique ou formulaire W-8BEN si le client a donné un TIN et n'est plus résident fiscal US	

Activité

Afin de faciliter le renseignement de l'activité professionnelle, il convient de se référer aux nomenclatures CSP ci-après :

CODE CSP (Catégorie Socio-Professionnelle)

10 - Agriculteurs (salariés de leur exploitation)	54 - Employés administratifs d'entreprise
11 - Agriculteurs sur petite exploitation	55 - Employés de commerce
12 - Agriculteurs sur moyenne exploitation	56 - Personnels des services directs aux particuliers
13 - Agriculteurs sur grande exploitation	61 - Ouvriers qualifiés
21 - Artisans (salariés de leur entreprise)	62 - Ouvriers qualifiés de type industriel
22 - Commerçants et Assimilés (salariés de leur entreprise)	63 - Ouvriers qualifiés de type artisanal
23 - Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus (salariés de leur entreprise)	64 - Chauffeurs
31 - Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	65 - Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport
32 - Cadre de la Fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	66 - Ouvriers non qualifiés
33 - Cadres de la Fonction publique	67 - Ouvriers non qualifiés de type industriel
34 - Professeurs, professions scientifiques	68 - Ouvriers non qualifiés de type artisanal
35 - Professions de l'information, des arts et des spectacles	69 - Ouvriers agricoles et assimilés
36 - Cadres d'entreprise	71 - Anciens agriculteurs exploitants
37 - Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	72 - Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise
38 - Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	73 - Anciens cadres et professions intermédiaires
41 - Professions int. enseignement, santé, Fonction publique	74 - Anciens cadres
42 - Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	75 - Anciennes professions intermédiaires
43 - Professions intermédiaires de la santé et du travail social	76 - Anciens employés et ouvriers
44 - Clergé, religieux	77 - Anciens employés
45 - Professions int. administratives de la Fonction publique	78 - Anciens ouvriers
46 - Professions int. administratives et commerciales des entreprises	81 - Chômeurs n'ayant jamais travaillé
47 - Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	82 - Inactifs divers (autres que retraités)
48 - Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	83 - Militaires du contingent
51 - Employés de la Fonction publique	84 - Élèves, étudiants
52 - Employés civils et agents de service de la Fonction publique	85 - Personnes diverses sans activité professionnelle < 60 ans
53 - Agents de surveillance	86 - Personnes diverses sans activité professionnelle > ou = 60 ans

Personne Politiquement Exposée

Une Personne Politiquement Exposée dite PPE est :

- Une personne exposée à des risques particuliers en raison de ses fonctions est une personne qui exerce ou a cessé d'exercer depuis moins d'un an l'une des fonctions suivantes :**
 - 1.1. Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ;
 - 1.2. Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou d'un parti ou groupement politique étranger ;
 - 1.3. Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;
 - 1.4. Membre d'une cour des comptes ;
 - 1.5. Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;
 - 1.6. Ambassadeur ou chargé d'affaires ;
 - 1.7. Officier général ou officier supérieur assurant le commandement d'une armée ;
 - 1.8. Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;
 - 1.9. Directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.
- Sont considérées comme des personnes connues pour être des membres directs de la famille des personnes mentionnées au 1. :**
 - 2.1. Le conjoint ou le concubin notoire ;
 - 2.2. Le partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
 - 2.3. Les enfants, ainsi que leur conjoint, leur partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou par un contrat de partenariat enregistré en vertu d'une loi étrangère ;
 - 2.4. Les ascendants au premier degré.
- Sont considérées comme des personnes étroitement associées aux personnes mentionnées au 1. :**
 - 3.1. Les personnes physiques qui, conjointement avec la personne mentionnée au 1., sont bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger ;
 - 3.2. Les personnes physiques qui sont les seuls bénéficiaires effectifs d'une personne morale, d'un placement collectif, d'une fiducie ou d'un dispositif juridique comparable de droit étranger connu pour avoir été établi au profit de la personne mentionnée au 1. ;
 - 3.3. Toute personne physique connue comme entretenant des liens d'affaires étroits avec la personne mentionnée au 1.

Auto-certification de résidence fiscale

Critères de Résidence Fiscale

Ce document a pour objet de vous donner des éléments d'informations vous permettant d'apprécier votre résidence à des fins fiscales. En cas de doute, nous vous invitons à vous rapprocher des autorités fiscales compétentes.

A. États-Unis d'Amérique :

Est résident fiscal des États-Unis d'Amérique, toute personne correspondant à au moins un des critères suivants :

- titulaire d'un permis de séjour permanent (Green Card) ;
- ayant cette année et durant les deux années précédentes séjourné plus de 183 jours au total aux États-Unis d'Amérique (Mode de calcul : les jours de l'année en cours comptent intégralement avec un minima de 31 jours, les jours de l'an dernier pour un tiers et les jours de l'année précédente pour un sixième) ;
- ayant déclaré ses revenus avec ceux de son conjoint américain.

À l'exception :

- des diplomates et employés des organisations internationales et leurs familles, sportifs professionnels sous certaines conditions, étudiants, professeurs ;
- des personnes ayant renoncé à la nationalité américaine ou à un permis de séjour permanent (Green Card).

Pour plus de précisions sur les critères de détermination du statut de résident fiscal des États-Unis d'Amérique, veuillez-vous rapporter au site de l'IRS : <http://www.irs.gov>

B. Accords bilatéraux et multilatéraux conclus par la France & Réglementation européenne (CRS-OCDE) :

Le critère de résidence fiscale s'apprécie au regard des conventions fiscales bilatérales conclues par la France et de la réglementation nationale du ou des pays(s) envers le(s)quel(s) vous avez une résidence fiscale découlant de l'une quelconque de votre (vos) obligation(s) déclarative(s) en matière fiscale. Pour savoir comment remplir les informations concernant votre résidence fiscale lorsque celle-ci est **en France**, vous pouvez contacter l'administration fiscale française ou consulter le site <http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1911-PGP>

Pour savoir comment remplir les informations concernant votre résidence fiscale lorsque celle-ci est **hors de France**, vous pouvez contacter l'administration fiscale du pays concerné ou consulter le site www.oecd.org/tax/automatic-exchange/crs-implementation-and-assistance/tax-residency

Cette (ces) résidence(s) fiscale(s) et les informations correspondantes doivent être déclarées à Generali Vie dans le présent document dès lors que la France a conclu avec l'État concerné un accord prévoyant l'échange d'informations en matière fiscale.

Generali Vie pourra, le cas échéant, de façon automatique ou sur demande, transmettre des informations relatives au contrat et/ou son Souscripteur/Adhérent et/ou son bénéficiaire à la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) dans le but de satisfaire à ses obligations, notamment dans le cadre de l'échange automatique d'informations, conformément à la réglementation en vigueur.

Glossaire

W-8BEN : Ce formulaire est à destination des personnes physiques non américaines qui ne sont ni citoyennes ni résidentes fiscales des États-Unis d'Amérique et qui possèdent un numéro d'immatriculation de l'administration fiscale américaine (TIN). Il a pour objet de permettre à la personne physique de déclarer son statut de personne étrangère en ce qui concerne les obligations de retenue et de déclaration fiscales aux États-Unis.

W-9 : Ce formulaire est à destination des personnes physiques américaines (au sens de la réglementation des États-Unis) qui doivent soit attester que le TIN fourni est exact (ou être en attente de ce numéro) ; soit attester ne pas être assujetties à la retenue de réserve ; soit demander à être exemptées de cette retenue si l'ensemble des conditions sont remplies ; soit enfin attester que le code d'exemption de déclaration en vertu de la FATCA inscrit sur ce formulaire (le cas échéant) est exact.

Aux fins de l'impôt fédéral américain, vous êtes considéré comme une personne américaine dans les cas suivants : vous êtes un particulier qui est citoyen des États-Unis ou un étranger résident des États-Unis ; vous êtes une société de personnes, une société par actions, une entreprise ou une association créée ou organisée aux États-Unis ou selon les lois des États-Unis, [...].

NIF / TIN : Numéro d'Identification Fiscal / Tax Identification Number

Titulaire de contrat (Souscripteur/Adhérent) : désigne la (les) personne(s) enregistrée(s) ou identifiée(s) comme titulaire du contrat géré par l'Assureur. Une personne gérant un contrat pour le compte ou le bénéfice d'une autre personne en tant que mandataire, (...), signataire, conseiller en placement ou intermédiaire, n'est pas considérée comme détenant ce contrat aux fins de la Norme Commune de Déclaration et c'est cette autre personne qui est considérée comme détenant le contrat.



assurancevie.com

Assurancevie.com est une filiale de JDHM Vie
Société par Actions Simplifiée au capital entièrement libéré de 2 200 000
euros
Société de Courtage en assurance de personnes immatriculée
au registre des intermédiaires en assurance
RCS Paris 478 594 351 - N° d'Orias 07 004 394
Siège social : 10 rue d'Uzès - 75002 Paris



Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 872 976 euros
Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris
Société appartenant au Groupe Generali immatriculé
sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026